

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 2 JUILLET 2018, à 19 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, HEMON Soizick, Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoint – Mmes BREVAULT Chantal, ENEL-REHEL Rozenn, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, JENOUVRIER Stéphane, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame LEPAIGNEUL Virginie, conseillère municipale, (*pouvoir à Mme Dufaix Marylène*). Madame MALOIZEL Madeleine, conseillère municipale (*pouvoir à Mme Casu Odile*), Madame PERRIGAULT Chantal, conseillère municipale, (*pouvoir à Mme Mazeau Laurence*), Madame LE SCORNET Sylvie, conseillère municipale, (*pouvoir à M. Bernard René*). Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal, (*pouvoir à Mme Enel-Rehel Rozenn*). Monsieur PLIHON Sébastien, conseiller municipal

Absents : Madame THOMAS Huguette, Messieurs GIZARD Rémy, LESAGE Samuel, VUILLAUME Michel, conseillers municipaux

Secrétaire de séance : Madame DUFAIX Marylène, adjointe.

Procès-verbal de la séance du 4 Juin 2018 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

VOIRIE-URBANISME

2018.052 – Giratoire du Vaupinel – Convention avec le Département d'Ille et Vilaine

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 11 décembre 2017, le conseil municipal s'est déclaré favorable à l'aménagement par le Département d'un carrefour giratoire au « Vaupinel » RD76/RD6. Celui-ci comportera une bretelle d'accès au supermarché, via la RD 76.

Cette même délibération fixait également la participation financière de la collectivité au seuil maximal de 200 000 euros.

Une convention entre le Conseil Départemental et la commune de Saint-Mélor des Ondes doit maintenant être entérinée afin de définir les conditions financières et techniques de réalisation de cette infrastructure.

Monsieur le Maire expose :

Les caractéristiques de l'ouvrage :

- Réalisation d'un giratoire au droit de l'intersection entre la RD76 et la RD6 au lieu-dit « Le Vaupinel »
- Création d'un cheminement piéton
- Réalisation de modelés de terrain, de murs de soutènement de type gabions et muret en pierre.

L'ouvrage sera réalisé en respectant le planning suivant :

- Déplacement des réseaux fin août jusqu'à mi-septembre 2018
- Terrassement assainissement et chaussées à partir du 17 septembre 2018 jusqu'à mi-décembre 2018.

Dans le cas toutefois où, au cours de cette opération, l'une des parties estimerait nécessaire d'y apporter des modifications importantes, un avenant à la présente convention serait conclu avant toute mise en œuvre des modifications ainsi demandées.

Pendant toute la durée de la convention, le Département transmettra à la Commune tout document utile à sa prise de décision et notamment les comptes rendus de chantier et le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération.

Le coût global de cet aménagement peut être estimé à 500 000.00 € HT (*conditions économiques du mois de juillet 2018*)

La commune prend en charge de façon forfaitaire une partie du financement des travaux à hauteur de 200 000 € HT.

Modalités de versement des participations

Le Département procédera aux appels de fonds auprès de la Commune selon l'échéancier et les modalités suivantes :

- 50 % à compter de la notification du marché de terrassement, assainissement et chaussées.
- 50 % en fin de travaux à la suite de la présentation du décompte général et définitif du marché précité.

Gestion ultérieure de l'ouvrage – Domanialité

La domanialité de l'emprise des routes départementales n° 76 et 6 appartenant au domaine public du Département, le Département assure donc l'entretien de la voirie. Ces modalités seront effectives dès la fin des travaux.

A l'issue des travaux d'éclairage public, la Commune en deviendra propriétaire. Conformément à ce qui sera établi dans la future convention, elle en prendra à sa charge l'entretien et la maintenance. Cette convention fixera aussi les modalités d'entretien par la Commune des aménagements paysagers.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

20 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention présentée par le Département d'Ille et Vilaine relative à la réalisation d'un giratoire au lieu-dit «Vaupinel »,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et toutes pièces relatives à ce dossier.

Observations : Le Département a précisé pouvoir être en mesure de réaliser l'essentiel des travaux sans interruption de circulation, grâce à un travail en demi-chaussée. Au moment de la mise en œuvre des enrobés, un itinéraire de déviation devra être toutefois étudié.

Madame Brévault Chantal et Monsieur Duval Yvonnick prennent place au sein de l'assemblée.

2018.053 – Projet de développement du supermarché « Intermarché »

Monsieur le Maire indique que par courrier du 3 mai dernier, la SCI LCD (*Intermarché*) a émis un avis favorable au projet d'implantation d'un rond-point au carrefour du Vaupinel. Cet accord est toutefois assorti de prescriptions.

En effet, le giratoire diminuera de façon significative les espaces verts obligatoires de l'établissement. Aussi, avant toute transaction foncière avec le Département, la société souhaite s'assurer que la réglementation des espaces verts pour son site actuel ne sera pas remise en cause par l'aménagement routier.

Par ailleurs, la société fait savoir qu'elle entend développer à court terme un projet d'extension de son point de vente, ceci pour répondre aux besoins de la population mélorienne en constante augmentation. Elle sollicite la commune pour une cession foncière autour du site commercial, tout particulièrement sur l'arrière du magasin.

Monsieur le Maire indique que la Direction d'Intermarché s'est montrée particulièrement constructive dans ses échanges avec le Département 35 pour la conception du giratoire du Vaupinel. Il rappelle également que l'infrastructure comportera une bretelle d'accès direct au supermarché, via la R.D. 76 (*en provenance de Cancale*).

Renseignements pris auprès des services de l'Etat, Monsieur le Maire déclare que la cession foncière à intervenir entre le supermarché et le Département ne pénalisera pas l'établissement en l'état actuel vis-à-vis de ses espaces verts obligatoires. Ce point serait seulement à reconsidérer dans le cadre de l'extension.

Pour ce qui concerne son projet d'extension, Monsieur le Maire indique que le supermarché serait intéressé par une bande de terrain communale à l'arrière de son bâtiment de vente, ainsi que par le bassin de rétention et une portion de terrain auprès de la piste d'athlétisme.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Considérant l'intérêt du projet d'extension porté par Intermarché,

Vu la nécessité pour l'établissement d'acquiescer du foncier auprès de la collectivité,

Sous réserve pour la commune de préserver ses intérêts, et notamment de conserver des marges de sécurité suffisantes pour la mise en œuvre de gros moyens de secours, si besoin était,

Après en avoir délibéré et après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **EMET** un avis favorable de principe au projet de développement d'Intermarché,
- **DIT** qu'un projet de cession de terrain communal à l'établissement peut être étudié dans le cadre suivant :
 - Cession d'une bande de terrain communal à l'arrière du bâtiment commercial, à la condition :
 - * que la commune préserve une bande de sécurité d'une largeur de 5 m à compter des bancs de touche, ceci pour la mise en œuvre, si besoin, de moyens de secours conséquents,
 - * qu'une zone de dégagement suffisante soit conservée à l'entrée, près du transformateur,
 - Cession du bassin de rétention et d'une parcelle à définir près de la piste d'athlétisme (*en vue de créer des places nouvelles de parking*)
- **DIT** que INTERMARCHE devra s'attacher les services d'un géomètre pour parvenir à un accord de délimitation foncière avec la commune,
- **DIT** qu'Intermarché devra concevoir et prendre en charge dans son projet tous les aménagements d'abords et équipements utiles en périphérie des terrains sportifs,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de suivre cette étude et d'en rendre compte au Conseil Municipal,
- **DIT** que la commune pourra engager une adaptation mineure de son Plan Local d'Urbanisme lorsque le projet sera abouti, ceci notamment pour modifier le zonage actuel de certaines emprises communales classées en UL « zone urbaine dédiée aux équipements »,
- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de saisir le service FRANCE DOMAINE pour une évaluation financière des cessions envisagées, en précisant qu'une base de vente pourrait être celle-ci : prix au m² pratiqué par le Département pour le foncier nécessaire au giratoire (*pour les espaces verts à céder*) et prix au m² pratiqué par Saint-Malo Agglomération dans la zone d'activités (*pour le foncier utile à l'extension commerciale sur l'arrière*).

2018.054 – Aménagement de la Rue de la Gare – Marché Eiffage – Avenant n° 2

Monsieur René Labbé, Adjoint aux travaux, indique que l'aménagement de la Rue de La Gare touche bientôt à sa fin. Il convient donc de faire valider, via un avenant n° 2, les demandes de modification de prestations qui ont été entérinées en assemblée ou au cours du chantier : *prolongement du trottoir vers la Vallée Verte, réfection de l'allée piétonne en parallèle, travaux complémentaires divers...*

Cet avenant n° 2 de plus-value concerne :

- | | |
|---|-------------------------|
| - Devis 06.18.002 - prolongement du trottoir vers la Vallée Verte | : 14 880,00 € HT |
| - Devis 06.18.005 - réfection de l'allée piétonne en parallèle | : 2 850,00 € HT |
| - Devis 06.18.023 - travaux complémentaires *** | : 11 900, 00 € HT |
| TOTAL | : 29 630,00 € HT |

(*** modification du profil de chaussée suite au changement de côté du trottoir PMR, travaux complémentaires Rue des Vanniers, création d'une traversée piétonne supplémentaire...etc)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** l'avenant n°2 d'un montant total de 29 630,00 € HT présenté par l'entreprise Eiffage pour les travaux supplémentaires ci-dessus détaillés,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

- Observations :

Compte tenu des avenants 1 et 2, le marché de base a donc évolué comme suit :

295 522,90 – 7 800 + 29 630 = 317 352,90 € HT

Il est précisé que les prestations « eaux pluviales », soit 6 621 € HT (incluses dans l'avenant 2 - devis 06.18.002) feront l'objet d'une facturation à Saint-Malo Agglomération dans le cadre de sa compétence Assainissement.

Le surcoût réel de l'aménagement pour la commune s'élève donc à : 29 630 – 7 800 – 6 621, soit 15 209 € HT

AFFAIRES CULTURELLES

2018.055 – Ecole de Musique – Nouveau conventionnement

Madame Marylène Dufaix, Adjointe à la culture, indique que le conventionnement de la ville avec l'Ecole de Musique de la Baie de Cancale prend fin au 30 juin 2018.

Une réunion s'est tenue le 12 juin dernier pour présenter les futurs axes de fonctionnement de l'Ecole, à savoir :

- Maintenir à l'école son caractère intercommunal
- Tendre vers une harmonisation des tarifs dans les écoles de l'Agglomération (Saint-Malo : 2 structures avec le Conservatoire et « Parole et musiques », Cancale étant la 3^{ème} composante)
- Axer sur le public ciblé
 - a) Les tous-petits
 - b) Tous les élèves scolarisés au collège de Cancale, quelle que soit leur commune de résidence
 - c) Proposer aux adultes également un tarif qui reste attractif

Madame Dufaix présente la simulation financière de fonctionnement qui a été réalisée pour l'école de musique.

L'école a ainsi modifié le mode de calcul de subvention des différentes communes.

Une part fixe lié au nombre d'habitants :

Communes de - de 5 000 hab. : 1 500 €

Communes de + de 5 000 hab. : 22 500 €

Une part modulable liée au nombre d'élèves :

Participation par instrumentiste : 190 € / élève

Participation ateliers instrumentaux, éveil + chorales + orchestres : 70 € / élève

En outre, Madame Dufaix indique que dès la prochaine rentrée 2018/2019, tous les enfants de moins de 18 ans souhaitant pratiquer un instrument, paieront une cotisation de 250 euros au lieu de 450 euros.

L'Ecole de Musique propose à la commune de conventionner selon ce nouveau dispositif pour deux années, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020.

Il est donc nécessaire de prolonger la convention actuelle de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2018, avec un solde de subvention restant dû de 3 788.00 €.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le conventionnement proposé avec l'Ecole de Musique de la Baie de Cancale pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020 dans les conditions détaillées ci-dessus (*part fixe/ part modulable*),
- **DIT** que la commune versera à l'Ecole de Musique un reste dû de 3 788 € pour couvrir la période de prolongation de convention entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2018,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention à intervenir.

Observation : Il est fait remarquer que l'Ecole de Musique de la Baie de Cancale est présente lors du Forum des associations.

2018.056 – Médiathèque – Adoption d'un règlement intérieur - Tarification

Madame Marylène Dufaix, Adjointe à la culture, précise que par délibération du 5 mars 2018, le conseil municipal a défini le fonctionnement de la médiathèque municipale (*horaires d'ouverture, tarification,...*).

En vue de l'ouverture le 1^{er} septembre prochain, il convient d'adopter désormais le règlement intérieur de l'établissement.

Madame Dufaix présente à l'assemblée les termes du projet de règlement intérieur, proposé par le groupe de travail dans sa réunion du 28 juin, ainsi que la charte multimédia et la charte d'utilisation des jeux vidéo.

Dans le cadre de ce règlement intérieur, il est également nécessaire de définir quelques nouvelles tarifications et de fixer les pénalités de retard. Les propositions sont les suivantes :

Tarification des copies et impressions réalisées à la médiathèque (idem Mairie) :

Copie A4 Noir et Blanc – recto 0.40 €/ recto verso 0.80 €

Copie A3 Noir et Blanc - resto 0.70 €/ recto verso 1.40 €

Coût de remplacement d'une carte d'abonné : 1 €

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, ACCEPTE l'avenant n° 1 de plus-value présenté par la SARL Payou (Lot 6 – Couverture) d'un montant de 247.80 € HT et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

LOT 11 – Menuiseries intérieures - SARL Menuiserie HUBERT (sise ZA du Ball – 5 rue Marie Curie 35137 Pleumeleuc).

- Travaux en moins-value (*échelle escamotable, panneau support équipement EDF et films sur vitrages pour un montant de – 444.25 € HT*)
- Travaux en plus-value (*trappe de visite et pour la stratification de portes pour un montant de 801.40 € HT*)

Soit un montant de plus-value de **357.15 € HT**

Incidence sur le prix du marché :	Montant marché initial	21 309.41 € HT
	Avenant n° 1	357.15 € HT
	Nouveau marché	21 666.56 € HT

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE l'avenant n° 1 de plus-value présenté par la SARL Menuiserie Hubert (Lot 11 – Menuiseries intérieures) d'un montant de 357.15 € HT et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Observations :

- *Il est précisé que ces modifications de prestations ne sont pas dues à des oublis de conception par le maître d'œuvre, mais ont été demandées par le maître d'ouvrage.*
- *L'assemblée remercie Groupama-Assurances qui a offert à la collectivité un défibrillateur extérieur à installer sur la médiathèque. Cet appareil, du même modèle que ceux déjà en place dans la commune, bénéficiera ainsi d'une même maintenance.*

2018.058 – Extension / Restructuration de l'EHPAD – Avenants N°1 aux marchés de travaux

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint aux bâtiments, présente à l'assemblée la synthèse des modifications de prestations sollicitées pour l'extension et la restructuration de l'EHPAD, lesquelles doivent se traduire par des avenants.

Les prestations sont scindées par le maître d'œuvre en travaux neufs (*extension*) et travaux sur l'existant (*restructuration*), ceci pour des raisons de différence de taux de TVA et de différenciation des subventionnements.

Il est à noter que les principales modifications sont liées aux travaux sur la partie « cuisine », ceci vis-à-vis des exigences du cuisiniste.

LOT 2 – Gros Œuvre – Démolition – Sarl JEGU (sise à Saint-Méloir des Ondes – 38 rue d'Emeraude)

RESTRUCTURATION

Moins-value pour non dépose faux-plafonds dans les circulations (prestation basculée au lot faux-plafonds pour un montant de - **889.00 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	34 358.50 € HT
	Avenant n° 1 (<i>moins-value</i>)	- 889.00 € HT
	Montant nouveau	33 469.50 € HT

EXTENSION

Plus-value pour tuyau haute température pour la cuisine pour un montant de **1 890.17 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	72 992.10 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	1 890.17 € HT
	Montant nouveau	74 882.27 € HT

LOT 3 – Charpente Bois – Mur Ossature bois – Bardage – Sarl DARRAS (sise à Romagné – rue de l'Atrium)

EXTENSION

Moins-value pour non pose isolant dans les murs ossature bois de l'extension soins pharma (prestations réalisées par l'entreprise Koehl lot cloisons sèches) pour un montant de – **632.50 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	10 802.56 € HT
	Avenant n° 1 (moins-value)	- 632.50 € HT
	Montant nouveau	10 170.06 € HT

LOT 6 – Menuiseries Extérieures – Ets GRINHARD Frères (sise à Combours – rue Bellevue BP 51)

RESTRUCTURATION

Moins-value pour non pose MEX80 et 09 pour montant de - 4 940.13 € HT

Plus-value :

- . modernisation de la porte automatique intérieure du SAS (obligation réglementaire) pour un montant de 1 760.00 €
- . modernisation de la porte automatique extérieure du SAS (obligation réglementaire) pour un montant de 1 340.00 €.
- . remplacement menuiserie extérieure du bureau de direction (non étanche à l'air) pour un montant de 829.00 € HT (demande du maître d'ouvrage)
- . réalisation d'un chemin de comble dans la cuisine suite au remplacement de l'isolation pour un montant de 1 208.25 € HT (demande du maître d'ouvrage)

Soit un avenant en plus-value de **197.12 € HT**.

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	17 967.41 € HT
	Avenant n° 1 (plus-value)	197.12 € HT
	Montant nouveau	18 164.53 € HT

LOT 7 – Menuiseries Intérieures – Ets GRINHARD Frères (sise à Combours – rue Bellevue BP 51)

RESTRUCTURATION

Moins-value pour travaux divers dans buanderie (pose de stores occultants, modification porte existante pour meilleur étanchéité) moins value sur châssis vitré coupe-feu par cloisons coupe- feu dans la salle de restaurant au lot cloisons sèches

Soit un avenant en moins-value de – **3 141.49 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	45 256.68 € HT
	Avenant n° 1 (moins-value)	- 3 141.49 € HT
	Montant nouveau	42 115.19 € HT

EXTENSION

Travaux modificatifs dans cuisine + store solaire dans salle de réunions soins pharma) pour un montant de – **2 907.32 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	13 459.36 € HT
	Avenant n° 1 (moins-value)	- 2 907.32 € HT
	Montant nouveau	10 552.04 € HT

LOT 8 – Cloisons Sèches – Isolation – Sarl KOEHL (sise à Dingé – 52 la Chiffardière)

RESTRUCTURATION

Plus-value pour remplacement isolation des combles de la cuisine : l'isolation actuelle est en très mauvaise état, elle est complètement écrasée pour un montant de 2 952.12 € HT et pour cloisonnement dans le hall d'entrée en remplacement du châssis vitre coupe-feu prévu au lot menuiseries intérieures pour un montant de 587.83 € HT

Soit un avenant total de **3 539.95 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	15 940.90 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	3 539.95 € HT
	Montant nouveau	19 480.85 € HT

EXTENSION

Plus-value pour isolation des murs ossature bois de l'extension soins pharma à la place du lot charpente-bois pour un montant de 632.50 € HT

Moins-value cuisine pour cloisonnement suite à réception plan lot cuisine pour un montant de - 1 775.27 € HT

Soit un montant total en moins-value de **- 1 142.77 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	26 059.13 € HT
	Avenant n° 1 (<i>moins-value</i>)	- 1 142.77 € HT
	Montant nouveau	24 916.36 € HT

LOT 9 – Faux Plafonds – Sarl KOEHL (*sise à Dingé – 52 la Chiffardière*)

RESTRUCTURATION

Plus-value pour dépose faux plafonds dans circulation (moins-value au lot gros œuvre) pour un montant de **885.15 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	8 168.25 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	885.15 € HT
	Montant nouveau	9 053.40 € HT

LOT 13 – Plomberie-Sanitaires – Société MAHEY (*sise à Saint-Malo – 5 impasse du Grand Jardin*)

RESTRUCTURATION

Plus-value pour travaux supplémentaires pour buanderie (demande maître d'ouvrage) – dépose repose évier existant, remplacement mitigeur d'évier, grille extérieure pour sèche-linge pour un montant de **520.30 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	10 078.36 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	520.30 € HT
	Montant nouveau	10 598.66 € HT

EXTENSION

Plus-value pour modification des travaux en cuisine suite à réception plan implantation du lot cuisine Pour un montant de **3 879.99 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	13 000.00 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	3 879.99 € HT
	Montant nouveau	16 879.99 € HT

LOT 14 – Chauffage – Ventilation – Société MAHEY (*sise à Saint-Malo – 5 impasse du Grand Jardin*)

EXTENSION

Plus-value pour rajout groupe VMC pour cuisine suite à réception plan lot cuisine (hors marchés) pour un montant de **1 688.48 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	5 570.14 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	1 688.48 € HT
	Montant nouveau	7 258.62 € HT

LOT 15 – CFO – CFA – SSI – Société ATCE (*sise à Saint-Malo – 53 rue Ville ès Cours*)

RESTRUCTURATION

Plus-value pour travaux complémentaires dans garage, buanderie, archives, combles garage et combles cuisine pour un montant de **428.64 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	20 076.20 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	428.64 € HT
	Montant nouveau	20 504.84 € HT

EXTENSION

Plus-value pour motorisation des stores «bso» de la salle de soins, rajout de poste de travail informatique et prises de courant pour la salle de soins pour montant de 466.32 € HT

Plus-value pour alimentation provisoire bungalow pour stockage provisoire des frigos de la cuisine pour un montant de 218.04 € HT

Plus-value pour rajout de prises de courant et alimentations spécifiques pour cuisine suite à réception du plan du cuisiniste soit 2 113.87 € HT

Soit un montant plus-value de **2 798.23 € HT**

Incidence sur le prix du marché	Montant initial	16 462.40 € HT
	Avenant n° 1 (<i>plus-value</i>)	2 798.23 € HT
	Montant nouveau	19 260.63 € HT

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **VALIDE** les avenants ci-dessus détaillés relatifs à l'extension et à la restructuration de l'EHPAD,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits avenants.

2018.059 – COMPLEXE SPORTIF – Travaux de la salle n° 2 (tennis) – sol et bâches de fond de court

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint aux bâtiments, rappelle que lors de l'élaboration du budget 2018, un programme a été ouvert pour des travaux de rénovation du complexe sportif, notamment pour la réfection du sol de la salle de tennis et la pose de bâches de fond de court.

Il indique que des travaux de toiture ont été effectués en 2015 dans la salle 2, sans que le sol ne soit rénové.

Il présente le devis émanant d'un fournisseur spécialisé, la société Polytan (*sise à Amiens – chemin des Vignes – CS 29008*), établi à un montant de 21 467.36 € HT.

Des échantillons ont été montrés à l'Association de Tennis et notamment aux moniteurs, lesquels ont approuvé la qualité proposée.

Les coloris de court seront les suivants : bleu pour l'intérieur et rouge sur le pourtour. La pose est prévue du 20 août au 31 août 2018 (*semaines 34 et 35*). Auparavant, des travaux de peinture des murs seront réalisés en régie par les services techniques entre le 16 et le 25 juillet 2018.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le devis de la société Polytan pour un montant de 21 467.36 € HT (*25 760,83 € TTC*) incluant la réfection du sol de tennis et la pose de bâches de fond de court dans la salle 2,
- **DIT** que des travaux de peinture des murs seront entrepris en régie avant l'opération de rénovation de sol,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

Observations :

- *Il est rappelé que pour des marchés inférieurs à 25 000 € HT, l'acheteur public a pour seule obligation de choisir une offre pertinente et n'est pas soumis à une procédure formalisée*

comportant des obligations de mise en concurrence ou de publicité. S'agissant d'un sol sportif spécialisé, la collectivité a donc pu s'adresser à un seul fournisseur.

- *Concernant les désordres subsistant sur le sol de la salle 1, il semblerait que ceux-ci soient réduits, mais cela reste à vérifier. La procédure contentieuse suit son cours.*

Restaurant Scolaire – Travaux de régulation de chauffage

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint aux bâtiments, propose de reporter ce sujet à une autre séance. La collectivité a reçu une seule offre qui dépasse l'estimation prévue et comporte des réserves qu'il convient de lever avec le bureau qui a réalisé l'audit.

PERSONNEL COMMUNAL

2018.060 – SERVICE SCOLAIRE - Mise à jour du tableau des emplois communaux – Augmentation de durée hebdomadaire de service

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint au personnel, indique que dans sa séance du 14 mai 2018, le conseil municipal s'était vu présenter l'évolution proposée pour le service scolaire, à savoir la conception de 3 postes calibrés de façon identique (28h) pour assister les enseignantes de maternelle et assurer l'entretien du groupe scolaire.

Les consentements des intéressées ayant été recueillis, une modification du tableau des emplois doit finaliser ces nouvelles durées hebdomadaires de service.

Les consentements des 3 intéressées ayant été recueillis, il est proposé de modifier le tableau des emplois comme suit, afin de finaliser ces nouvelles durées hebdomadaires de service :

Effet au 1^{er} septembre 2018

*(consultation du Comité Technique Paritaire **non requise** car augmentation de temps de travail <10%)*

- ATSEM principal de 1^{ère} classe (27,80 /35) : nouvelle durée = 28 / 35
- ATSEM principal de 2^e classe (26,17 / 35) : nouvelle durée = 28 / 35

Effet au 1^{er} octobre 2018

*(consultation du Comité Technique Paritaire **requise** car augmentation > 10%)*

Dossier à transmettre pour le 16 août. Réunion du CTP le 10 septembre.

- Adjoint technique (14,94/35) : nouvelle durée = 28 / 35

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres, APPROUVE les modifications de durée de service présentées ci-dessus.

FINANCES

2018.061 – Décision budgétaire modificative

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique que l'acquisition d'urnes électorales en 2017 a donné lieu à l'encaissement d'une participation de l'Etat d'un montant de 558.54 €. Le bien mobilier devant être amorti sur 10 ans à compter de l'année 2018, la participation de l'Etat doit être amortie de façon identique.

Or, il s'avère qu'un oubli a eu lieu lors de l'élaboration du budget, à savoir l'amortissement obligatoire de cette participation.

Aussi, une délibération modificative de budget doit être adoptée, selon les détails suivants :

Section de Fonctionnement :

Recettes - Article 042 777 01- Quote-part des subvent.	Investissement	56.00 €
Dépenses – Article 023 01 - Virement	Section d'Investissement	56.00 €

Section d'Investissement :

Recettes – Article 021 01 – Virement	Section de Fonctionnement	56.00 €
Dépenses – Article 040 13911 – Subvention Invest.	à amortir	56.00 €

D'autre part, après contrôle effectué au compte 6811, il est précisé que le montant des dotations aux amortissements prévu au BP 2018 a exclu une dépense liée à l'élaboration du PLU.

Aussi, un virement de crédit d'un montant de 150.00 € est nécessaire, selon les détails ci-après :

- Article 042 – 6811 - 01 : Dotation aux amortissements	+ 150.00 €
- Article 022 – 01 : Dépenses imprévues	- 150.00 €.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR	0 CONTRE	0 Abstention
---------	----------	--------------

ACCEPTE la décision budgétaire modificative ci-dessus détaillée qui régularise des opérations d'écriture.

AFFAIRES GENERALES

2018.062 – Création d'un marché hebdomadaire

Madame Chantal Brévault, conseiller municipal, ne prend pas part au débat, ni au vote.

Madame Soizick Hémon, Adjointe à l'animation et à la vie associative, indique que de nombreux commerçants ont émis le souhait de venir vendre leurs produits sur la commune.

Devant ces sollicitations, la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes », réunie le 30 mai dernier, a étudié les conditions dans lesquelles un marché hebdomadaire pourrait être organisé.

La création, le transfert ou la suppression des marchés relève de la compétence du Conseil Municipal qui se prononce par délibération.

Un règlement ou cahier des charges doit aussi être établi pour organiser l'attribution des emplacements, la police et l'hygiène sur le marché, ainsi que les pratiques de vente et comportements autorisés.

La commission propose le cadre général suivant :

Le marché de SAINT-MELOIR des ONDES aura lieu chaque jeudi de 16 heures à 20 heures sur la Place du Souvenir. Ce marché sera réservé aux commerces alimentaires. Aucun droit de place ne sera réclamé aux commerçants dans le cadre de celui-ci.

La volonté du Conseil municipal est de faire vivre le marché toute l'année. Aussi, il est apparu nécessaire de faire un règlement qui donne la priorité aux commerçants qui viendront tous les jeudis. Une évaluation sera faite à la fin de l'année 2018.

Outre le descriptif général, Madame Hémon donne lecture à l'assemblée des articles proposés pour le règlement intérieur du marché.

Entendu cet exposé,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

21 POUR

0 CONTRE

1 Abstention

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents,

- **APPROUVE** la création d'un marché hebdomadaire sur le territoire de la commune dans les conditions citées ci-dessus,
- **APPROUVE** le règlement s'y rapportant qui sera mis en œuvre par arrêté municipal et remis à chaque commerçant.

2018.063 – Enquête publique – Laboratoire Goëmar

Monsieur René Labbé, Adjoint à l'urbanisme, informe l'assemblée qu'une enquête publique est ouverte du 11 juin 2018 au 16 juillet 2018 sur la demande faite par la Société des Laboratoires GOEMAR en vue de régulariser la situation administrative des installations existantes situées sur le territoire des communes de Saint-Jouan des Guérets et Saint-Malo.

GOEMAR fabrique des produits biostimulants élaborés à partir de principes actifs marins.

Une étude d'impact a permis d'identifier, en fonctionnement normal, les effets directs, indirects temporaires ou permanents sur l'environnement engendrés par les activités de la société.

Il ressort de celle-ci que, compte tenu de la nature des activités mises en jeu, les impacts de GOEMAR sur les différents milieux sont limités.

La commune de Saint-Méloir des Ondes, en tant que collectivité riveraine, est invitée à émettre un avis.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

EMET un avis favorable à la demande présentée par la Société des laboratoires Goëmar pour régulariser la situation administrative des installations existantes, situées sur le territoire des communes de Saint-Jouan-des-Guérets et Saint-Malo (ZA Atalante)

INTERCOMMUNALITÉ

2018.064 – Convention de partenariat pour le développement d'un SIG unifié (système d'information géographique) sur le territoire du Pays de Saint-Malo

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, expose ce qui suit :

Eléments de contexte

Les besoins de développement des Systèmes d'Information Géographique (SIG) des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) composant le pays de Saint-Malo ont fait apparaître une nécessité de mise en commun de moyens pour permettre notamment :

- Le suivi de la compétence relative au Schéma de cohérence territoriale (SCoT) déléguée au Pôle d'Equilibre Territorial Rural (PETR), nécessitant une connaissance des données gérées par les EPCI ou les Communes,
- Le développement des outils et méthodes de gestion de la donnée géographique en vue d'exercer les compétences liées aux missions de service public, à l'échelle de chaque EPCI ou Communes du pays : Permis de construire et autres autorisations des droits des sols, Plan local d'urbanisme (PLU), Programme local de l'habitat (PLH), Trame verte et bleue (TVB), implantations professionnelles, etc.

La réflexion menée depuis mars 2017 entre les quatre EPCI (Saint-Malo Agglomération, Communauté de Communes Côte d'Emeraude, Communauté de Communes Bretagne Romantique, Communauté de Communes du pays de Dol-Baie du Mont Saint-Michel) et le PETR a mis en évidence un besoin de mise en commun de ressources humaines et matérielles en vue de faciliter la production, l'actualisation, l'exploitation de l'information géographique, le développement de nouveaux outils, l'assistance et l'accompagnement au quotidien. Cette étude a mené, fin 2017, à définir une organisation s'appuyant sur la mise en place d'un service unifié en matière de SIG, regroupant les ressources techniques, matérielles et humaines ayant en charge ces missions.

La création de ce service unifié à l'échelle du Pays de Saint-Malo a été validée par délibération de Saint-Malo Agglomération n°49-2018 en date du 26 avril 2018.

Il permettra à Saint-Malo Agglomération et l'ensemble de ses 18 communes membres, non seulement de rattraper un retard aujourd'hui sans équivoque et pénalisant, mais également d'optimiser par la voie de la mutualisation le développement de son socle SIG, instrument indispensable pour le pilotage et la prise de décision.

Le service unifié SIG

Le regroupement des ressources techniques, matérielles et humaines s'effectue dans le respect de l'autonomie et la liberté de chacune des collectivités du pays de définir les priorités et le contenu de sa politique en matière de SIG.

Concernant les moyens humains, 5,2 équivalents temps pleins ont été identifiés comme nécessaires au fonctionnement du service.

Ainsi, 2,2 équivalents temps pleins actuellement présents dans les effectifs de la Communauté de communes Côte d'Emeraude et la Communauté de communes de Bretagne Romantique se verraient renforcés par 3 équivalents temps pleins à recruter.

L'ensemble des agents du service et les moyens nécessaires au fonctionnement du SIG seraient portés par la Communauté de communes Côte d'Emeraude. Le coût prévisionnel annuel moyen du service est estimé à 330 000 € ; leur financement sera assuré par chacun des EPCI et du PETR, au prorata du besoin initial exprimé librement par chacune des parties, à savoir :

• Saint-Malo agglomération	38 %
• CdC Bretagne Romantique	27 %
• CdC Côte d'Emeraude	23 %
• CdC du pays de Dol et de la Baie du Mont-Saint-Michel	4 %
• PETR du pays de Saint-Malo	8 %

Le besoin initial exprimé par Saint Malo Agglomération est de 38 % des moyens du service unifié, soit 2 Equivalent Temps Plein, représentant approximativement 400 jours de travail, dont 20 seront dédiées aux actions transversales et 380 pourront être dédiées à des actions particulières émanant de l'Agglomération et/ou de ses communes-membres,

La durée

La convention signée porte sur une durée de 4 ans s'étendant de mai 2018 à avril 2022.

Gouvernance et convention de partenariat intercommunale objet de la présente délibération

Le service unifié fonctionnera en mode projet, avec l'appui d'un Comité de pilotage et d'un Comité technique à l'échelle du Pays, Saint-Malo Agglomération restant le premier interlocuteur de ses communes-membres,

Afin de préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement du service unifié en matière de « Système d'Information Géographique » sur le territoire de Saint-Malo agglomération, une convention de partenariat intercommunal entre Saint-Malo Agglomération et ses 18 communes membres doit être adoptée.

- VU le Code général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération de Saint-Malo Agglomération n°22-2018 du 15/02/2018 prenant acte du projet de service unifié en matière de SIG (Système d'Information Géographique) sur le territoire du Pays de Saint Malo,
- VU les délibérations de Saint-Malo Agglomération n°49-2018 du 26/04/2018, de la Communauté de communes de Côte d'Emeraude du 29/03/2018, de la Communauté de communes de Bretagne Romantique du 26/04/2018, de la Communauté de communes du Pays de Dol et de la Baie du Mont Saint Michel du 26/04/2018 et du PETR du Pays de Saint-Malo du 20/04/2018 approuvant le projet de convention de partenariat 2018-2022 pour la mise en œuvre du système d'information géographique sur le territoire du Pays de Saint-Malo,
- VU la convention de partenariat 2018-2022 pour le développement d'un service unifié en matière de SIG (Système d'Information Géographique) sur le territoire du Pays de Saint Malo signée le 17 mai 2018 par les 4 EPCI précités et le PETR du Pays de Saint Malo,

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

DECIDE de prendre acte de la création du service unifié en matière de « système d'information géographique » sur le territoire du pays de Saint-Malo.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération, en particulier la convention de partenariat établie avec Saint-Malo Agglomération.

INFORMATIONS

Karting (Les Nielles) – Activité de paintball – Construction illégale – Mise en demeure

Monsieur le Maire informe l'assemblée, article de presse à l'appui, que le gérant du Karting des Nielles a fait installer sur la parcelle cadastrée section J n° 145, voisine de son activité de karting, une structure en bois destinée à la pratique d'une activité de paintball.

Or, cette nouvelle construction est illégale, car située sur une parcelle située en zone N (Naturelle) du plan local d'urbanisme de la commune, en zone rouge du règlement du PPRSM et en espace proche du rivage.

Enfin, la construction édifiée est contraire aux dispositions de la loi Littoral, puisqu'elle s'analyse comme une extension de l'urbanisation qui n'est pas implantée en continuité de la partie agglomérée de la commune en méconnaissance de l'article L.121-8 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la suite qu'il entend donner à ce dossier, à savoir : mise en demeure pour le gérant de procéder au démontage de la structure en bois installée sur la parcelle cadastrée section J 145, dans un délai raisonnable.

A défaut d'une exécution spontanée dans le délai imparti, la commune sera contrainte de dresser procès-verbal d'infraction à la législation sur l'urbanisme et d'en adresser copie au Procureur de la République pour les suites pénales à donner.

Le Conseil Municipal prend acte de la procédure entreprise.

Ancienne décharge de Blessin – Projet d'aire d'accueil de grand passage pour les gens du voyage

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les services de l'Etat et de Saint-Malo Agglomération recherchent deux terrains sur le territoire de Agglomération qui pourraient être aménagés en aires d'accueil de grand passage pour les gens du voyage.

Il fait savoir que les terrains de l'ancienne décharge de Blessin ont fait l'objet d'une visite et ont retenu l'attention des services. Il est rappelé que les parcelles en question font l'objet d'un suivi sanitaire et d'un entretien assuré par le Sivom, dont l'arrêté de dissolution est attendu.

Des remarques sont émises au sein de l'assemblée vis-à-vis des points suivants :

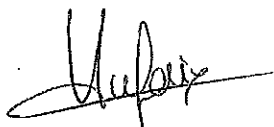
- Classement en zone N des parcelles concernées et incidence vis-à-vis de l'environnement
- Faisabilité d'un aménagement d'accueil de populations à l'endroit d'une ancienne aire de stockage de déchets dont le sol fait l'objet d'un suivi sanitaire.

Monsieur le Maire indique que Saint-Malo Agglomération, compétente pour les aires d'accueil de grand passage, étudie actuellement la faisabilité d'un tel projet, notamment sur la partie la plus proche de la route.

Stationnement abusif : Il est signalé la présence de nombreuses voitures-ventouses sur le territoire de la commune. La gendarmerie en a été informée et dispose des immatriculations, mais le problème demeure entier sur la possibilité d'un enlèvement dans les conditions légales requises.

Séance close à 22 h 00

La Secrétaire de séance,
Marylène Dufaix



Le Maire,
René BERNARD

